

# Pierre Moscovici «Le Front national est un parti isolé»

**INTERVIEW**  
**VINCENT GEORIS**

**A**vec son costume d'énarque et le regard vif, Pierre Moscovici incarne l'intellectuel français monté au sommet pour gouverner comme s'il avait été taillé pour ça.

Le numéro deux de la Commission européenne a la réputation de décider vite et bien. C'est lui qui distribue les bons et les mauvais points lors du contrôle budgétaire des Etats.

Fils d'un réfugié politique roumain et d'une mère d'origine polonaise, il symbolise aussi les défis que doit relever l'Europe d'aujourd'hui, paralysée par des crises. Dont la montée de l'extrême droite en France est un des symptômes les plus visibles.

**Le «Brexit» a squatté l'Europe ces derniers jours. Ce débat ne renforce-t-il pas le climat de crise?**

La Grande-Bretagne est un pays de l'Union européenne. C'est notre intérêt commun, pour nous et pour les Britanniques, qu'elle le reste. En même temps, il faut être capable de négocier un accord qui permette de manifester des changements, sans remettre en cause l'essence de notre Union. C'est tout le défi de cette période. J'espère que ce sera constructif, mais ce n'est pas pour tout de suite. Le débat a été reporté en février.

**Certains veulent partir, d'autres entrer. La Turquie a-t-elle ses chances?**

L'adhésion de la Turquie n'est pas pour demain, ni à court terme. Mais c'est un grand partenaire indispensable pour l'Europe, avec lequel nous devons poursuivre de bonne foi les discussions qui sont ouvertes depuis maintenant quinze ans. Il faut avoir avec la Turquie une relation forte. Il vaut mieux avoir une Turquie près de nous, plutôt qu'une Turquie qui s'éloigne vers je ne sais quelle autre issue. Il y a une reprise des négociations, une ouverture des chapitres, et c'est tant mieux.

**Comment interprétez-vous la montée du Front national aux régionales?**

Le FN a fait le nombre de voix le plus élevé de son histoire, même si la participation n'est pas la plus forte. Mais la montée de l'extrême droite n'est pas qu'un phénomène français. C'est une tendance inquiétante, qui ne date pas d'hier, et qui est à l'œuvre sur l'ensemble du continent. On la retrouve en Pologne, parmi les pays fondateurs comme la France, les Pays-Bas, la Belgique. Elle prend d'autres formes en Suède, en Grande-Bretagne. Elle existe aussi aux Etats-Unis, avec un Donald Trump dont les propos sont parfois invraisemblables. Cette montée des populismes s'enracine dans un sentiment de peur, de panne de l'ascenseur social, de désenchantement, de perte de repères dont la longue crise économique est la cause.

**Et dans les attentats terroristes...**

Oui, ils ont durci le vote FN. En tout cas au premier tour. Mais le fond de l'affaire n'est

pas là. Lorsqu'on interroge les motivations des électeurs, ce sont tout de même les problèmes économiques qui arrivent en premier lieu. L'insécurité, le refus de l'immigration, le racisme et l'islamophobie font malheureusement partie du paysage. Tout cela a donné un score impressionnant dans l'est de la France, en zone frontalière. En même temps, la réaction du 2<sup>e</sup> tour montre que même si le FN est le parti le plus fort en France aujourd'hui, c'est un parti isolé. Les Français lui refusent tout accès au pouvoir.

**Comment endiguer la montée du FN?**

Les responsables politiques des grands partis démocrates et républicains doivent

entendre l'attente des citoyens de mesures qui apportent davantage de solutions à leur mal-être, de réformes qui soient tournées vers la réponse au chômage et la réduction des inégalités. En insistant bien sûr sur la sécurité et le vivre ensemble.

**Et celle de l'extrême droite en Europe?**

Il ne faut pas oublier que tous ces partis sont anti-européens. Il faut dire stop. Le nationalisme n'est pas une réponse aux crises. Quand on voit la crise des réfugiés, la crise sécuritaire, environnementale, la réponse ne peut être qu'européenne et internationale. On a besoin de plus d'Europe, d'une meilleure Europe, mais pas de moins d'Europe.

**Mais est-ce que les citoyens entendent et comprennent l'Europe?**

Les citoyens ont besoin d'entendre des voix européennes. Mais aujourd'hui, trop d'Etats membres, par timidité européenne, sans donner raison aux populistes, ne les combattent pas suffisamment. On ne voit pas s'affronter deux blocs pro-européen et anti-européen. Il faut une contre-attaque des pro-européens.

**C'est vous qui donnez des bons et des mauvais points aux budgets des Etats. Ne faudrait-il pas plus de contrepoints démocratique à un tel pouvoir?**

D'abord, je veux combattre une idée fausse. Le pacte de stabilité et de croissance n'est pas rigide, il n'est pas stupide. Il est intelligent et flexible. Il permet de prendre en compte toutes sortes d'investissements, l'afflux de réfugiés, les drames du terrorisme et de faire face aux différentes situations que rencontre le pays. Ce pacte doit être complété par toute une série d'autres politiques économiques, et la priorité de cette Commission, c'est la croissance et l'emploi. En même temps, nous avons besoin d'une gouvernance plus transparente et plus démocratique de l'Union économique et monétaire. C'est tout l'enjeu du débat sur l'approfondissement de l'UEM et du rapport des cinq présidents qui devra nourrir le débat démocratique.

**C'est bien joli, mais combien d'Européens ont entendu parler de ce rapport des cinq présidents?**

Trop peu. C'est la raison pour laquelle le débat doit être posé. Les citoyens européens

sont attachés à leur souveraineté nationale. Mais ils aspirent à des réponses européennes plus fortes et plus ciblées sur les problèmes qui les concernent.

**Comment casser cette image de technocrate qui colle à la peau de la Commission?**

Cette Commission est politique. Elle a des priorités, une volonté. Elle fait beaucoup de bons choix. Si on l'avait écoutée plus tôt sur les réfugiés, la sécurité. Il faut que les Etats membres s'approprient mieux la vision européenne.

**Le projet européen s'est essouffé ces dix dernières années. On est loin de l'enthousiasme des Delors, Mitterrand, Kohl... Que se passe-t-il?**

Ça fait longtemps qu'il y a un doute sur l'Europe. Nous avons connu des moments historiques, l'effondrement du Mur de Berlin, la monnaie unique, l'élargissement. Mais le Traité de Maastricht avait été adopté par 51% des voix en France, pas 70%. Il y avait déjà à l'époque des éléments de rejet de l'Europe, dans les campagnes, en zone urbaine et périurbaine. L'Europe est un mythe qui a sans arrêt besoin de projets nouveaux qui l'alimentent, et nous devons les inventer.

**La croissance semble reprendre. Quelles sont les perspectives pour 2016?**

La croissance en Europe est repartie, elle est poussée par des vents arrière. Elle est solide dans ses fondements internes. Nous devons, plutôt que craindre je ne sais quel risque, essayer de créer davantage de croissance par une donnée fondamentale qu'est l'investissement. C'est pourquoi la Commission européenne a proposé le plan Juncker de 315 milliards d'euros d'investissements. Nous devons réussir sa mise en œuvre.

**Ne pensez-vous pas qu'il est temps de remplacer le duo «austérité – consolidation» budgétaire par plus de risque?**

Il faut un cocktail de politiques budgétaires sérieuses et flexibles, de réformes structurelles indispensables pour rendre l'économie européenne plus compétitive dans le monde, d'investissements fortement soutenus et une politique monétaire appropriée.

Tous ces éléments doivent être rendus encore plus dynamiques et cohérents entre eux.

**La politique d'austérité n'a-t-elle pas provoqué la montée de l'extrême droite?**

La politique de sérieux budgétaire était indispensable. Je frémis en imaginant ce qu'eût été une politique d'expansion budgétaire dans un monde où l'économie était déjà endettée et le système monétaire friable. Je frémis en pensant ce que serait l'Europe sans l'euro, avec des jeux spéculatifs et de compétition internes. Nous sommes sortis de cette période, plus ou moins, car la consolidation doit continuer. Mais les efforts essentiels ont été faits.

**Suite aux attentats, la France va bénéfici-**

**cier d'une certaine latitude par rapport à son déficit budgétaire pour ses dépenses de sécurité. La Belgique aussi?**

Nous allons examiner toutes les dépenses occasionnées par la crise terroriste, par le besoin de consolider notre sécurité. S'agissant de la France, j'ai eu l'occasion de dire que la stabilité et la sécurité vont de

pair. Ce raisonnement vaut aussi pour d'autres pays comme la Belgique. Nous verrons ex post, sur la base de chiffres concrets, les dépenses occasionnées pour la sécurité, dans le cadre normal de nos activités de surveillance budgétaire.

**Les réformes décidées par le gouverne-**

**ment belge vont-elles dans le bon sens?**

Oui, elles vont dans le bon sens, ce qui a permis à la Belgique de sortir de la catégorie des pays à risque pour entrer dans celle des pays globalement conformes. Nous continuons bien sûr à surveiller les dépenses de l'Etat belge.

**LES PHRASES CLÉS**

*«Quand on voit la crise des réfugiés, la crise sécuritaire, environnementale, la réponse ne peut être qu'européenne et internationale.»*

*«Il faut une contre-attaque des pro-européens.»*

*«L'Europe est un mythe qui a sans arrêt besoin de projets nouveaux.»*

*«Nous continuons à surveiller les dépenses de l'Etat belge.»*

**CV EXPRESS**

Âgé de 58 ans, Pierre Moscovici est titulaire de deux DEA, en sciences économiques et en philosophie. **Il est diplômé de l'ENA, dont il est sorti sixième, et de Sciences Po.**

Il est nommé **ministre des Affaires européennes** (1997-2002), dans le gouvernement Jospin, sous la présidence de Jacques Chirac.

En 2012, il devient **ministre des Finances**, dans le gouvernement Ayrault, sous la présidence de François Hollande.

En 2014, il est nommé **vice-président de la Commission européenne**, en charge des Affaires économiques et monétaires.